

## "Notre Europe" dans Die Zeit (29 juin 2000)

**Légende:** Le 29 juin 2000, l'hebdomadaire allemand Die Zeit compare le discours du président français Jacques Chirac sur les perspectives de l'Union européenne à celui prononcé le 12 mai 2000 à Berlin par Joschka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères.

**Source:** Die Zeit. 29.06.2000. Hamburg. "Unser Europa", auteur:Hénard, Jacqueline , p. 2.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/notre\\_europe\\_dans\\_die\\_zeit\\_29\\_juin\\_2000-fr-d640a334-7bce-4296-b6e2-fae43d43ff8d.html](http://www.cvce.eu/obj/notre_europe_dans_die_zeit_29_juin_2000-fr-d640a334-7bce-4296-b6e2-fae43d43ff8d.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Notre Europe

Quand Jacques Chirac s'exprime, il est parfois difficile de l'écouter. Il parle parfois avec une tension douloureuse, et parfois il ne parvient pas au but. Mais il semble que le président français se soit senti à l'aise à Berlin. Juste avant le début de la présidence française du Conseil, il y a prononcé un discours précis sur les perspectives de l'Europe. C'est sa contribution au débat déclenché «à titre privé» il y a six semaines par Joschka Fischer. Un discours suffisamment concret pour l'engager, mais suffisamment ouvert pour ne choquer personne: Chirac n'aurait pas pu aller plus loin.

Ce n'est pas à Paris mais à Berlin, devant le parlement allemand, que le président français a proclamé l'objectif de créer un «groupe pionnier» au sein de l'Union dès l'année prochaine. Un nouveau «secrétariat» devra veiller à ce que les membres de ce cercle accordent leurs positions en matière de politique économique, de défense et de lutte contre la criminalité. Chirac souhaite également remettre de l'ordre dans le fouillis des traités européens, de Rome à Amsterdam et Nice, et ouvrir un grand débat sur la démocratisation de l'Europe. Ce débat devrait ouvrir la voie à une constitution européenne chargée de définir dans quelques années les valeurs fondamentales communes de l'Europe et les responsabilités des différents niveaux de pouvoir européens.

Chirac a ainsi défini des objectifs et des échéances qui, à Paris, n'étaient jusqu'ici que les réflexions de quelques personnes et de quelques groupes de travail informels. Ce discours trahit l'influence de l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, qui avait déjà mentionné l'idée d'un groupe pionnier il y a quelques mois. Elle trahit également l'influence des compagnons politiques de Chirac, Alain Juppé et Jacques Toubon, qui ont déjà écrit un projet de constitution européenne. Enfin, en réclamant plus de démocratie et une plus grande participation citoyenne, Chirac transforme les arguments des eurosceptiques français en autant d'impulsions données à l'Union.

Et pourtant: Le discours de Chirac sur «notre Europe» ne va pas aussi loin que celui de Fischer sur une «fédération d'États-nations». Il ne prononce même pas le mot «fédération». Il lance par contre un nouveau concept: celui de «souveraineté commune», par exemple via la Banque centrale européenne ou la Cour de justice de Luxembourg – des institutions que Fischer décrit expressément comme des «éléments fédéraux». On peut interpréter cela comme une correction discrète des propos du ministre allemand des affaires étrangères, ou encore, plus positivement, comme une contribution utile au développement d'une nouvelle doctrine de la souveraineté.

Mais Chirac répond à de nombreuses propositions de Fischer par le silence, par exemple en ce qui concerne la création d'une fonction de président européen élu. Il évite d'aborder d'autres questions importantes, bien que l'homologue français de Fischer, Hubert Védrine, les ait déjà mentionnées publiquement: Hormis l'Allemagne et la France, qui appartient à ce groupe pionnier? La Grande-Bretagne ne doit-elle pas en faire partie, ne fût-ce que parce qu'elle constitue un partenaire indispensable de la politique européenne de sécurité?

Une demi-douzaine de Britanniques membres de la Policy Unit, le département qui définit les principes politiques de Downing Street, ont assisté au discours de Chirac depuis la galerie du Bundestag. Jeudi soir, Tony Blair doit se rendre à Berlin pour un dîner avec le chancelier allemand. Ce sera l'heure de vérité.

JACQUELINE HÉNARD